

Initiatives ministérielles

On a passé un mois de temps dans la campagne de 1988 à dire aux personnes âgées: Ce n'est pas vrai que vous allez perdre votre pension de vieillesse à cause de cela. Lâchez de leur mettre des fausses images.

On parlait de Chambly tout à l'heure avec un nom-mé. . . comment s'appelle-t-il. . . On finira bien par oublier son nom d'ici 15 jours. Pourquoi le candidat dans Chambly ne dit pas aux gens de Chambly, à l'heure actuelle, en tout cas s'il ne leur a pas dit, je vais leur dire, je suis certain qu'ils écoutent tous, que sur une automobille de 10 000 \$, ils vont payer 840 \$ de moins?

Une voix: Avec la TPS.

M. Hudon: Avec la TPS. Pourquoi vous ne le dites pas? Pourquoi les gens ne savent-ils pas que normalement tous les produits manufacturés vont baisser de 13,5 et vont augmenter de 7 p. 100? Les gens ne savent pas que cela va être exempté sur la nourriture. Vous leur mettez des fausses images en tête pour leur faire peur. Les touristes, il n'y a plus personne dans les restaurants! C'est effrayant comme l'économie va être sur le dos!

L'année passée, l'apocalypse du SIDA, monsieur le Président, dans le libre-échange, c'est à cause de cela qu'il y en a qui étaient opposés. Où sont toutes ces grandes terreurs qui devaient nous arriver, monsieur le Président? C'est drôle. On est en 1990, cela fait deux ans de cela, puis on vit encore, puis les pensions de la vieillesse sont là. Puis mon collègue d'en face qui fait des grimaces depuis à peu près une heure, vous allez perdre! Bien, si on perd nos élections la prochaine fois, Jos, cela veut dire que tu vas gagner, hein; bien quand tu gagneras tu régleras l'économie du pays. Puis quand tu régleras l'économie du pays, tu vas apprendre une chose: c'est pas mal plus difficile de gouverner que de ne pas gouverner. Puis tu en feras des grimaces!

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): La parole est au député de Gloucester; nous entendrons ensuite le député de Yorkton—Melville.

[Français]

M. Young (Gloucester): La question que je voudrais poser à mon collègue, monsieur le Président, porte sur un commentaire du début. D'abord on parlait de la nourriture, et l'attitude de mon collègue m'a un peu surpris, car lorsque la question sur la définition de la nourriture a été soulevée, le député parlait de millionnaires, qu'il voulait taxer tout cela; dois-je comprendre qu'il considère que les gens qui mangent dans un restaurant St-Hubert, parce qu'il a fait allusion justement au monsieur qui allait dans un restaurant St-Hubert, payait les 10\$, plus une taxe de 7 p. 100, est-ce que, selon lui, ce sont des millionnaires qui mangent dans des établissements au Québec tels les restaurants St-Hubert? Parce qu'il me semble, monsieur le Président, que tous les gens com-

prennent que de la nourriture c'est quelque chose que les humains en général consomment. Qu'ils achètent la nourriture dans un magasin d'alimentation ou qu'ils achètent dans un restaurant St-Hubert, souvent, pour une grande majorité maintenant de nos travailleurs et de nos travailleuses, ils n'ont pas le luxe de retourner chez eux pour dîner, déjeuner et souper tous les jours. C'est pour cela que l'attitude du député m'a surpris, qu'il ne comprenne pas que l'on soit un peu inquiet de la façon dont le gouvernement va imposer une taxe sur la nourriture, sur environ 40 p. 100 de la nourriture qui est consommée au Canada et consommée par des gens dans des restaurants, des casse-croûtes, des cafétérias, etc. C'est quand même assez étonnant que le député ne considère pas que c'est important pour les gens à faible et moyen revenus, qui sont obligés d'aller manger dans ces endroits-là et qu'il va y avoir maintenant une taxe qui n'existait pas avant.

Voici donc ma question, monsieur le Président. Le député parle souvent du libre-échange. Il sait même comment mêler la question du SIDA avec le libre-échange, et je le félicite, parce qu'il a une tournure de phrase quand même très intéressante. Mais, cela dit, il suggérerait que les appuis et la discussion sur le libre-échange avaient permis au premier ministre Bourassa. . .

Mme Bourgault: Laissez-le répondre.

M. Young: Vous, madame, vous aurez peut-être votre tour si vous n'imposez pas la clôture sur le débat.

Maintenant, le député a parlé du libre-échange. Est-ce qu'on peut croire que vous n'êtes pas du tout d'accord avec la position du premier ministre du Québec, M. Bourassa, et de son ministre des Finances (M. Lévesque) qui s'opposent à la TPS?. Est-ce qu'eux aussi ne comprennent pas, comme les autres premiers ministres canadiens?

M. Hudon: Je vais relire mes déclarations concernant la nourriture. Je ne pense pas que j'aie voulu minimiser le cas, que ce ne sont que les personnes riches qui vont au restaurant, je ne pense pas que je l'aie dit. Mais je suis capable de relire mes bleus. Ce n'est pas du tout ce que j'ai voulu dire. . .

M. Young: Vous avez demandé qu'est-ce qui était de la nourriture.

M. Hudon: Non, non, non, vous demandiez la définition de la nourriture. C'est ce que vous avez demandé tout à l'heure.

Pour ce qui est de l'autre remarque, ce n'est pas moi qui ai mêlé le SIDA avec le libre-échange, c'est Monique Bégin.

Une voix: Oui, c'est Monique Bégin.

M. Hudon: Vous ne vous souvenez pas, au cours de la campagne électorale, quand les épouvantails sortaient et que Monique Bégin disait: Vous savez, avec le libre-échange. . . C'est connu. En tout cas, chez nous, au